

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1909.

Projet de loi approuvant la convention additionnelle à la convention monétaire du 6 novembre 1885, conclue à Paris, le 4 novembre 1908, entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DE SADELEER.

MESSIEURS,

La Convention monétaire soumise à notre approbation a été signée, le 4 novembre 1908, à Paris, par les Plénipotentiaires de la Belgique, de la France, de l'Italie, de la Suisse et de la Grèce.

Les pays faisant partie de l'Union Latine ont unanimement reconnu « la nécessité, pour chacune des Puissances Signataires de la Convention monétaire conclue à Paris le 6 novembre 1885, d'augmenter le nombre des pièces divisionnaires d'argent par tête de population ». Cette déclaration précède le texte de la Convention.

L'article 1^{er} stipule que les contingents de monnaies divisionnaires d'argent seront portés pour chacun des Gouvernements contractants de 7 à 16 francs par tête d'habitant.

En vue de l'exécution de l'article 1^{er}, la population de la Belgique est évaluée à 7,300,000 et celle du Congo belge à 10 millions d'habitants.

La population de la France est évaluée à 39,300,000 et celle de ses colonies ou possessions africaines, y compris l'Algérie et l'île de Madagascar, à 20 millions d'habitants. Ces évaluations pourront être modifiées de commun accord par correspondance diplomatique.

(1) Projet de loi, n° 69.

(2) La Commission, présidée par M. Beernaert, était composée de MM. Begerem, Denis, de Sadeleer, Franck, van der Bruggen, Wauwermans.

La Belgique et la France ont pris l'engagement d'employer exclusivement des écus de 5 francs d'argent à leur effigie respective pour la fabrication de nouvelles pièces divisionnaires. La Belgique a de plus le droit d'utiliser pour cette fabrication les monnaies d'argent émises par l'ancien État Indépendant du Congo, à concurrence de 1,900,000 francs.

Aux termes de l'article 2, les émissions nouvelles ne peuvent être faites annuellement qu'à raison de 60 centimes par habitant, les contingents non utilisés pouvant être reportés sur les exercices ultérieurs.

D'autres dispositions de la convention concernent plus spécialement l'Italie, la Grèce et la Suisse. Ainsi, certaines facilités leur sont accordées pour l'utilisation de lingots pour la frappe de nouvelles pièces divisionnaires, ces États ayant frappé des quantités d'écus bien moindres que la France et la Belgique.

Des clauses du traité sont relatives au retrait des monnaies divisionnaires grecques actuellement en circulation dans l'Union et au retrait des petites coupures de papier-monnaie. Comme pour l'Italie, les monnaies divisionnaires de la Grèce seront nationalisées.

Le Gouvernement italien, de son côté, est autorisé à faire procéder à la refraappe des écus de 5 francs, émis par les anciens États de l'Italie, aux conditions indiquées dans l'article 17. Le Protocole annexé à la Convention renferme l'indication des écus des anciens États ayant encore cours légal dans le royaume.

Telles sont les grandes lignes de la Convention nouvelle. Votre Commission, Messieurs, a été unanime à l'approuver.

Il n'est pas douteux qu'elle concède de grands avantages à la Belgique. Comme le fait observer l'exposé des motifs, les augmentations du contingent antérieurement accordées sont devenues insuffisantes.

« Tandis que les pièces divisionnaires émises depuis l'époque, déjà ancienne, de la formation de l'Union Latine ont en partie disparu, le développement de l'activité industrielle et commerciale donne lieu à des besoins de plus en plus grands de monnaies d'une faible valeur.

Depuis quelques années, la pénurie des monnaies divisionnaires a été vivement ressentie en Belgique. A diverses reprises, l'encaisse de la Banque Nationale a dû être reconstituée par des remises de monnaies obtenues de l'étranger et, faute de pouvoir les remplacer, il a fallu maintenir dans la circulation, malgré les plaintes légitimes du public, les pièces usées des autres États de l'Union.

La France souffre également du manque de monnaies divisionnaires.

D'autre part, les écus de cinq francs à pouvoir libératoire illimité existent en nombre surabondant pour les besoins de la circulation de l'Union monétaire.

Le but poursuivi par la France, d'accord avec la Belgique, est de convertir successivement les écus en excès, en monnaies divisionnaires. »

Ce dernier point mérite principalement de fixer notre attention.

On sait à quels incidents donna lieu la Conférence tenue à Paris en 1885 :

la retraite sensationnelle de nos délégués en présence des conditions trop onéreuses qu'on voulait imposer à la Belgique en cas de liquidation de l'Union; les modifications apportées ultérieurement au premier projet de traité, dans le sens des revendications du Gouvernement belge; les longs débats auxquels le projet de loi portant approbation de la convention donna lieu au sein de cette Chambre. M. le Ministre des Finances a résumé cette discussion dans le remarquable discours qu'il prononça le 30 avril dernier dans cette enceinte. Après avoir proclamé les mérites de la Convention de 1885, l'honorable M. Liebaert rappelle « qu'elle fut brillamment défendue par M. Beernaert, alors Ministre des Finances, et par M. Pirmez, mais vivement combattue par M. Frère-Orban ».

Il se demande en même temps si la Belgique, malgré les prédictions de 1885, a encore à craindre l'éventualité de la dénonciation de l'Union Latine, qui au début apparaissait, aux yeux de certains, comme si redoutable pour nos finances.

Sa réponse est rassurante :

« Le solde de 200 millions, disait-il, mis à notre charge en cas de liquidation, serait divisé en deux parts : 100 millions à liquider en or, mais en un délai de sept ans, si l'on tient compte des délais de préavis et des termes de liquidation prévus par la Convention ; c'est ce qu'on a appelé la liquidation contractuelle. L'autre moitié serait, si nous le préférons, à liquider par les voies commerciales : c'est la liquidation naturelle, dont nous avons l'option ; et l'honorable M. Denis a justement constaté, non sans satisfaction, combien, à raison de la direction des courants commerciaux, cette clause, peu tentante pour la France, constitue une garantie du maintien de l'Union.

Mais il y a bien d'autres garanties ; ce sont d'abord les conséquences désastreuses qu'aurait pour les principaux États de l'Union la démonétisation de leurs écus, dont deux milliards à deux milliards et demi pour la France ; ce sont ensuite les avantages qu'a mis en lumière l'honorable M. Denis quant à la stabilité et à la modération du taux d'escompte des pays de l'Union comparé à celui de la Banque d'Angleterre et de la Reichsbank, — les diagrammes qu'il a produits sont significatifs à cet égard ; c'est enfin l'avantage qu'elle vaut à la France d'être devenue le centre monétaire du monde. »

L'honorable Ministre dans cette même séance fit connaître les négociations en cours avec la France au sujet de la convention nouvelle et le bon accueil que les propositions du Gouvernement belge avaient reçu à Paris. Elles sont devenues les clauses du traité que nous avons à approuver. Il conclut en disant qu'il sera un gage de stabilité pour la Convention de 1885, de nature à dissiper les appréhensions que suscitait la liquidation de l'Union. En effet, le système nouveau vise à réaliser, par l'extension considérable et graduelle de la monnaie divisionnaire, la diminution automatique du stock des écus.

Il nous a paru intéressant, à ce sujet, de rappeler les chiffres des émis-

sions d'écus de 5 francs faites par les divers pays de l'Union. Ces émissions, déduction faite des refontes officielles, ont atteint :

Pour la Suisse	10,630,000 francs.	
— la Grèce	15,462,865	—
— l'Italie	539,591,770	—
— la France	4,940,049,585	—
— la Belgique	482,676,045	—

Il y a lieu, toutefois, de faire observer que la quantité encore réellement existante est inférieure pour la Belgique à ce chiffre de 482,676,045 francs. On l'estime seulement à 550 millions.

Or, la frappe des contingents des monnaies fractionnaires, au moyen de leurs écus de 5 francs, est désormais admise sans restriction pour la Belgique et la France.

Comme nous avons eu l'honneur de le dire, la population de la Belgique et celle de sa colonie sont conventionnellement fixées à 17,300,000 habitants pour le calcul du contingent de 16 francs par tête d'habitant.

Nous pouvons donc frapper annuellement des monnaies divisionnaires à concurrence de $17,300,000 \times 0.60 = 10,380,000$ francs. Notre contingent total peut ainsi atteindre 276,800.000 francs. Mais il y a lieu d'en déduire le contingent actuel. Celui-ci a été fixé par la Convention du 29 octobre 1897 sur le pied de 7 francs par habitant. Il s'élève donc à 46,800,000 francs. Il nous reste, par conséquent, à frapper pour 230,000,000 de francs.

Certes le Gouvernement ne frappera des monnaies divisionnaires qu'à concurrence des besoins, mais il est rassurant de constater que notre excédent en pièces de 5 francs est notablement inférieur à la faculté de conversion qui nous est donnée par la Convention.

Nous concluons :

La Convention aura implicitement pour effet de prolonger et de consolider l'Union Latine pour une longue période d'années.

Grâce au transfert du Congo à la Belgique et à son entrée dans l'Union, la Convention admet que notre contingent de 16 francs sera calculé sur une population de 17,300,000 habitants. Grâce au système nouveau, admis sans restriction pour la Belgique et la France et qui suppose l'utilisation de leurs écus de 5 francs pour la fabrication des monnaies divisionnaires jusqu'à concurrence de leur contingent intégral, il est permis de présumer que l'éventualité d'une liquidation onéreuse de l'Union sera écartée en ce qui concerne notre pays.

La frappe des pièces nouvelles de 2 francs, de 1 franc et de 0 fr. 50, en quantités répondant largement aux besoins, sera favorablement accueillie et est de nature à donner toute satisfaction au public.

Enfin, nous sommes autorisés à utiliser toutes les monnaies d'argent, frappées par l'ancien État Indépendant du Congo, pour la fabrication des pièces nouvelles à l'effigie belge.

Un membre a fait la déclaration suivante :

« Je me suis réjoui d'abord de voir l'Union latine se consolider. Les émis-

sions nouvelles ne pouvant se faire qu'à raison de 60 centimes par habitant et par an, et le contingent de chaque pays étant de 16 francs, dont il faut déduire les émissions antérieures, la durée de l'Union prévue et mutuellement garantie est d'une douzaine d'années.

» L'exposé des motifs signale que les écus de cinq francs sont en quantité excessive pour les besoins monétaires, et c'est pour cela que l'augmentation des monnaies divisionnaires se fera par la refonte des pièces de cinq francs à pouvoir libératoire illimité.

» C'est ici qu'il faut rappeler les conséquences du change défavorable de la Belgique sur la France et la suite persistante des écus de cinq francs. Si, d'une manière générale, ils sont surabondants pour les besoins de la circulation de l'Union, ils sont relativement en déficience persistante pour nous ; sans doute la Convention n'affectera pas cette situation monétaire, qui dépend de causes complexes dont l'excédent de nos importations de France est le principal facteur.

» Mais il convient pour deux motifs d'en dire un mot ici : 1° Pour qu'on ne se fasse pas une idée inexacte du phénomène à l'aide des statistiques belges, il faut les rapprocher des statistiques françaises des importations de Belgique en France. On juge de l'importance de l'écart avec plus de précision par un diagramme ;

» 2° La revision du tarif des douanes français peut aggraver cet état dans la suite. Les conclusions de la Commission des douanes tendent à aggraver la protection, à doubler l'écart entre le tarif maximum et le tarif minimum.»

Un autre membre a rappelé « que certains membres de la Chambre étaient d'avis de réserver le marché monétaire ouvert par l'annexion du Congo aux écus de 5 francs à l'effigie belge et dont l'excédent aurait ainsi trouvé un excellent emploi. Il fait remarquer que la Convention soumise à la Commission atteint le but désiré par une autre voie. Il semble, en effet, à peu près certain que, même en cas de liquidation de l'Union Latine, la quantité restante d'écus belges n'atteindrait pas 200 millions et n'excéderait pas les besoins de notre circulation ».

Nous ajoutons que ces diverses questions ont donné lieu à un débat approfondi dans nos séances des 6 et 7 août 1908.

Messieurs, ainsi que nous avons eu l'honneur de le dire au cours de ce rapport, la Commission, à l'unanimité de ses membres, vous propose l'adoption du projet de loi. Elle espère que la Chambre voudra donner un tour de faveur à l'examen du projet, les ratifications de la Convention devant être échangées à Paris au plus tard le 25 mars prochain.

Le Rapporteur,

L. DE SADELEER.

Le Président,

A. BEERNAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 FEBRUARI 1909.

Wetsontwerp waarbij wordt goedgekeurd de Overeenkomst toegevoegd aan de Muntovereenkomst van 6 November 1885, gesloten te Parijs den 4ⁿ November 1908 tusschen België, Frankrijk, Griekenland, Italië en Zwitserland (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE SADELEER.

MIJNE HEEREN,

De Muntovereenkomst, ons tot goedkeuring voorgelegd, werd op 4 November 1908 te Parijs onderteekend door de Gevolmachtigden van België, Frankrijk, Italië, Zwitserland en Griekenland.

De landen, bij de Latijnsche Unie aangesloten, erkenden eenparig « dat het, voor elke der Mogendheden die de Muntovereenkomst, op 6 November 1885 te Parijs gesloten, onderteekenden, noodig was het getal stukken zilveren pasmunt per inwoner te vermeerderen ». Die verklaring gaat aan den tekst der Overeenkomst vooraf.

Artikel 1 bepaalt dat de aandeelen zilveren pasmunt voor elke verdragsluitende Regeering moet gebracht worden van 7 tot op 16 frank per inwoner.

Met het oog op de uitvoering van artikel 1, wordt de bevolking van België op 7,500,000 en die van Belgisch Congoland op 10 millioen inwoners geschat.

De bevolking van Frankrijk wordt op 39,500,000 inwoners geraamd en die van hare koloniën of Afrikaansche bezittingen, daarin begrepen Algerië en het eiland Madagaskar, op 20 millioen. Deze ramingen kunnen, in gemeen overleg, bij diplomatische briefwisseling worden gewijzigd.

België en Frankrijk verbonden zich, voor het vervaardigen van nieuwe

(1) Wetsontwerp, n^o 69.

(2) De Commissie, onder voorzitterschap van den heer Beernaert, bestond uit de heeren Begerem, Denis, de Sadeleer, Franck, van der Bruggen, Wauwermans.

pasmunt, uitsluitend te gebruiken zilveren stukken van 5 frank, met hunne respectieve beeltenis. Daarenboven heeft België het recht, voor het slaan van die munt en tot beloop van 1,900,000 frank, de zilverstukken, uitgegeven door den vroegeren Onafhankelijken Congostaat, te gebruiken.

Naar luid van artikel 2, mogen de jaarlijksche uitgiften slechts 60 centiemmen per inwoner bedragen, de ongebezigde aandeelen kunnende overgebracht worden op latere dienstjaren.

Andere bepalingen der Overeenkomst betreffen inzonderheid Italië, Griekenland en Zwitserland. Zoo wordt hun zeker gemak gegeven voor het gebruiken van staven tot het slaan van nieuwe pasmunt, daar deze Staten veel minder vijf frankstukken sloegen dan België en Frankrijk.

Sommige bepalingen van het verdrag betreffen het intrekken der Grieksche pasmunt, thans in omloop in de Unie, en het intrekken der kleine muntbiljetten. Evenals voor Italië, wordt de Grieksche pasmunt genationaliseerd.

Harerzijds, wordt de Italiaansche Regeering gemachtigd de vijf frankstukken, door de vroegere Staten van Italië uitgegeven, te doen herslaan, onder de voorwaarden in artikel 17 aangeduid. Het Protocol, aan de Overeenkomst toegevoegd, duidt aan welke vijf frankstukken der oude Staten nog binnen het Koninkrijk wettigen koers hebben.

Ziedaar de groote lijnen der nieuwe Overeenkomst. Uwe Commissie, Mijne Heeren, heeft ze eenparig goedgekeurd.

Dat zij aan België groote voordeelen toekent, valt niet te betwijfelen. Zooals in de Toelichting wordt opgemerkt, zijn de vroeger verleende vermeerderingen van het aandeel ontoreikend geworden.

« Terwijl de geldstukken, uitgegeven sedert de al lang geleden stichting van het Latijnsche Verbond, gedeeltelijk verdwenen zijn, doet de ontwikkeling der bedrijvigheid, op het gebied van nijverheid en handel, de behoefte aan munt van geringe waarde steeds toenemen.

» Sedert verschillende jaren deed deschaarsheid der zilveren pasmuntstukken zich, in België, danig gevoelen. Meermaals moest de kasvoorraad der Nationale Bank weder worden samengesteld met geld waarvan de overlevering van den vreemde was verkregen, en, ondanks de gewettigde klachten van het publiek, moesten de afgesleten stukken van de andere Staten van het Verbond in omloop gehouden blijven, omdat men ze onmogelijk vervangen kon.

» Ook Frankrijk lijdt aan het gemis van zilveren pasmunt.

» Langs een anderen kant bestaan er vijf frankstukken met onbeperkt ontlastingsvermogen in al te groot getal voor de eischen van den omloop in het Muntverbond.

» Wat Frankrijk in overeenstemming met België beoogt, is de achtereenvolgende hersmelting der te veel bevonden vijf frankstukken tot pasgeld. »

Dit laatste punt verdient hoofdzakelijk onze aandacht.

Men weet welke incidenten de Conferentie van Parijs in 1885 verwekte : het indrukwekkend terugtrekken onzer afgevaardigden, gezien de al te bezwarende voorwaarden die men België wilde opdringen, ingeval van ontbin-

ding der Unie; de wijzigingen, naderhand in het eerste ontwerp van verdrag gebracht, in den zin der eischen van de Belgische Regeering; de langdurige debatten die hier ter Kamer ontstonden, naar aanleiding van het wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag. De heer Minister van Financiën vatte die beraadslagingen samen in de merkwaardige redevoering ter Kamer uitgesproken op 30 April laatstleden. Na de verdiensten der Overeenkomst van 1883 erkend te hebben, herinnerde de heer Liebaert « dat zij op schitterende wijze verdedigd werd door den heer Beernaert, die toen Minister van Financiën was, alsook door den heer Pirmez, doch hevig bestreden door den heer Frère-Orban ».

Hij vraagt zich tegelijkertijd af, of België, niettegenstaande de voorspellingen van 1883, nog eene mogelijke opzegging van het Latijnsch Verbond te vreezen heeft, wat, in den beginne, door velen als hoogst geducht voor onze financiën werd beschouwd.

Zijn antwoord is geruststellend :

« Het saldo van 200 millioen, zegde hij, dat in geval van liquidatie te onzen laste zou komen, zou worden gesplitst in twee deelen : 100 millioen, uit te betalen in goud, doch binnen een termijn van zeven jaren, indien rekening wordt gehouden met de termijnen van opzegging en met de termijnen van vereffening, bij de Overeenkomst voorzien; dat heeft men de contractueele vereffening geheeten. De andere helft zou, indien wij het verkozen, langs handelsweg kunnen vereffend worden : dat is de natuurlijke vereffening en dat hangt af van onze keuze; en de achtbare heer Denis heeft terecht en niet zonder voldoening vastgesteld hoezeer, uit hoofde van de richting der handelsbeweging, dat beding, weinig aanlokkend voor Frankrijk, een waarborg is voor 't behoud der Unie.

» Doch er bestaan nog vele andere waarborgen. Het zijn, in de eerste plaats, de noodlottige gevolgen die, voor de voornaamste Staten der Unie, zouden voortvloeien uit de ontminting hunner stukken, waarvan twee milliard tot twee en half milliard voor Frankrijk; 't zijn, verder, de voordeelen waarop de heer Denis heeft gewezen met het oog op de vastheid en de gematigdheid van het disconto in de landen der Unie vergeleken bij dit der Bank van Engeland en der Reichsbank; — de door hem geleverde diagrammen zijn, in dat opzicht, beteekenisvol; 't is, ten slotte, het voordeel dat Frankrijk er bij vond, het wereldmuntcentrum te zijn geworden. »

Ter zelfder zitting deed de achtbare Minister de onderhandelingen kennen, met Frankrijk aangeknoopt, betreffende de nieuwe Overeenkomst, alsmede het goed onthaal waarmede de voorstellen der Belgische Regeering te Parijs werden bejegend. Zij zijn de bepalingen van het ons ter goedkeuring onderworpen Verdrag geworden. Hij verklaart ten slotte dat het een waarborg van bestendigheid zal zijn voor de Overeenkomst van 1883, en tevens voor goed alle vrees zal wegruimen die nog kon bestaan voor de ontbinding van de Unie. Het nieuw stelsel, immers, moet noodzakelijk, dank zij de aanzienlijke en trapsgewijze vermenigvuldiging der pasmunt, neerkomen op de vanzelf volgende vermindering van den voorraad vijf frankstukken.

Het scheen ons belangwekkend dienaangaande het bedrag te herinneren

van de uitgiften van vijf frankstukken in de verschillende landen der Unie.
Die uitgiften, na aftrek van de officieele hersmeltingen, bedroegen :

Voor Zwitserland	10,630,000 frank.
— Griekenland	15,462,000 —
— Italië	539,591,000 —
— Frankrijk	4,940,049,585 —
— België	482,676,045 —

Er dient nochtans opgemerkt te worden dat de nog werkelijk bestaande hoeveelheid minder bedraagt, voor België, dan het getal 482,676,045 frank. Die hoeveelheid wordt slechts op 550 miljoen geschat.

Welnu, het slaan van de aandeelen der pasmunt door middel van hunne vijf frankstukken, wordt voortaan zonder beperking voor België en voor Frankrijk toegelaten.

Zooals wij de eer hadden te zeggen, wordt als bevolking van België en van zijne kolonie aangenomen het cijfer van 17,300,000 inwoners, in de berekening van het aandeel van 16 frank per inwoner.

Wij mogen dus jaarlijks voor $17,300,000 \times 0.60 = 10,380,000$ frank pasmunt slaan. Ons gansche aandeel mag aldus 276,800,000 frank bereiken. Daarvan moet echter het thans bestaande aandeel afgetrokken worden. Door de Overeenkomst van 29 October 1897 werd dat aandeel bepaald op den voet van 7 frank per inwoner. Het bedraagt dus 46,800,000 frank. Er blijft ons dus voor 230,000,000 frank te slaan.

De Regeering zal natuurlijk enkel pasmunt slaan in zoover de noodwendigheid zich voordoet; maar wij kunnen gerust uitmaken dat onze overmaat vijf frankstukken lang niet reikt tot het getal dat wij krachtens de Overeenkomst mogen bezitten.

Wij besluiten :

De Overeenkomst zal tengevolge hebben de Latijnsche Unie te verlengen en te versterken voor een groot getal jaren.

Door de inlijving van Congoland bij België en de opneming van onze kolonie in de Latijnsche Unie, neemt de Overeenkomst aan dat ons contingent van 16 frank zal worden berekend naar eene bevolking van 17,300,000 inwoners. Dank zij het nieuwe stelsel, zonder beperking aangenomen voor België en Frankrijk, wat hun toelaat hunne vijf frankstukken te benuttigen tot het vervaardigen van pasmunt tot het bedrag van hun geheel contingent, moet de mogelijkheid van eene bezwarende liquidatie der Unie voortaan, wat ons land betreft, worden afgewezen.

Het slaan, in groote hoeveelheid, van nieuwe stukken van 2 frank, van 1 frank en van 50 centiemen zal gunstig worden onthaald en aan het publiek alle voldoening geven.

Eindelijk, we zijn gemachtigd al de zilverstukken van den voormaligen Onafhankelijken Congostaat te bezigen voor het vervaardigen van de nieuwe stukken met Belgische beeltenis.

Door een lid werd de volgende verklaring afgelegd :

« Eerst en vooral heeft het mij verheugd te zien dat de Latijnsche Unie

versterkt werd. De nieuwe uitgiften enkel kunnende geschieden tegen 60 centiemmen par inwoner en per jaar, en het contingent, voor elk land, 16 frank bedragende, met aftrek van de vroegere uitgiften, is de voorziene en onderling gewaarborgde duur der Unie ongeveer twaalf jaar.

» De memorie van toelichting wijst er op, dat er een veel te groot getal vijffrankstukken zijn voor den geldhandel, en daarom ook zal de hoeveelheid pasmunt toenemen door de hersmelting van de vijffrankstukken met onbeperkt ontheffend vermogen.

» Hier behoort nogmaals te worden gewezen op den nadeeligen wisselkoers die bestaat tusschen België en Frankrijk alsmede op het aanhoudend wegtrekken der vijffrankstukken. Zoo, over 't algemeen, er overvloed is voor de behoeften van den omloop binnen het gebied der Unie, onophoudelijk heeft men er tekort bij ons. Zeker zal de Overeenkomst dien munttoestand, afhangende van veelledige oorzaken, waarvan de hoofdredeën moet worden gezocht in onzen meerderen invoer uit Frankrijk, niet wijzigen.

» Doch om twee redenen dient er hier een woord over gezegd : 1° opdat men zich geen verkeerd denkbeeld van het verschijnsel make door middel van de Belgische statistieken, is het noodig die te stellen tegenover de Fransche statistiek omtrent den invoer van België naar Frankrijk. Over de belangrijkheid van het verschil zal een diagram beter doen oordeelen ;

» 2° De herziening van het tarief der Fransche douane kan dien toestand in 't vervolg erger maken. De besluiten van de Commissie voor de tolrechten strekken er toe de bescherming te verzwaren, het verschil tusschen het maximum-tarief en het minimum-tarief op het dubbel te brengen. »

Een ander lid herinnerde dat sommige Kamerleden van gevoelen waren dat de geldmarkt, door de inlijving van Congoland opengesteld, diende te worden voorbehouden aan de vijffrankstukken met Belgische beeltenis, waarvan het teveel aldus eene voortreffelijke plaatsing zou gevonden hebben. Hij doet opmerken dat de aan de Commissie onderworpen Overeenkomst het verlangde doel langs een anderen weg bereikt. 't Schijnt immers bijna zeker dat, zelfs ingeval de Latijnsche Unie moest uiteengaan en vereffenen, de hoeveelheid Belgische stukken niet 200 miljoen zou overschrijden en de noodwendigheden van den omloop bij ons niet zou te boven gaan.

Wij voegen er bij dat die verschillende vraagstukken aanleiding hebben gegeven in de vergaderingen van 6 en 7 Augustus 1908, tot een grondig debat.

Zooals wij de eer hadden het in den loop van dit verslag te zeggen, vraagt de Commissie u eenparig, Mijne Heeren, het wetsontwerp goed te keuren en dadelijk, vóór elk ander onderwerp, in behandeling te nemen, daar de akten van bekrachtiging der Overeenkomst te Parijs uiterlijk op 23 Maart aanstaande moeten worden uitgewisseld.

De Verslaggever,

L. DE SADELEER.

De Voorzitter,

A. BEERNAERT.